

ARCHIVIO
ANTROPOLOGICO
MEDITERRANEO

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)
ISSN 2038-3215



موش و قتل
الحرية ما عند هاد
وقت ... أعتقني!!!

ARCHIVIO ANTROPOLOGICO MEDITERRANEO on line

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)

SEMESTRALE DI SCIENZE UMANE

ISSN 2038-3215

Università degli Studi di Palermo
Dipartimento di Beni Culturali, Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica

Direttore responsabile
GABRIELLA D'AGOSTINO

Comitato di redazione
SERGIO BONANZINGA, IGNAZIO E. BUTTITTA, GABRIELLA D'AGOSTINO, VINCENZO MATERA,
MATTEO MESCHIARI

Segreteria di redazione
DANIELA BONANNO, ALESSANDRO MANCUSO, ROSARIO PERRICONE, DAVIDE PORPORATO (*website*)

Impaginazione
ALBERTO MUSCO

Comitato scientifico

MARLÈNE ALBERT-LLORCA

Département de sociologie-ethnologie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, France

ANTONIO ARIÑO VILLARROYA

Department of Sociology and Social Anthropology, University of Valencia, Spain

ANTONINO BUTTITTA

Università degli Studi di Palermo, Italy

IAIN CHAMBERS

Dipartimento di Studi Americani, Culturali e Linguistici, Università degli Studi di Napoli «L'Orientale», Italy

ALBERTO M. CIRESE (†)

Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Italy

JEFFREY E. COLE

Department of Anthropology, Connecticut College, USA

JOÃO DE PINA-CABRAL

Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal

ALESSANDRO DURANTI

UCLA, Los Angeles, USA

KEVIN DWYER

Columbia University, New York, USA

DAVID D. GILMORE

Department of Anthropology, Stony Brook University, NY, USA

JOSÉ ANTONIO GONZÁLEZ ALCANTUD

University of Granada, Spain

ULF HANNERZ

Department of Social Anthropology, Stockholm University, Sweden

MOHAMED KERROU

Département des Sciences Politiques, Université de Tunis El Manar, Tunisia

MONDHER KILANI

Laboratoire d'Anthropologie Culturelle et Sociale, Université de Lausanne, Suisse

PETER LOIZOS

London School of Economics & Political Science, UK

ABDERRAHMANE MOUSSAOUI

Université de Provence, IDEMEC-CNRS, France

HASSAN RACHIK

University of Hassan II, Casablanca, Morocco

JANE SCHNEIDER

Ph. D. Program in Anthropology, Graduate Center, City University of New York, USA

PETER SCHNEIDER

Department of Sociology and Anthropology, Fordham University, USA

PAUL STOLLER

West Chester University, USA



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO
Dipartimento di Beni Culturali
Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici
Sezione Antropologica



fondazione ignazio buttitta

Editoriale

5 Gabriella D'Agostino - Mondher Kilani, *Presentazione / Présentation*

Ragionare

9 Francesca Maria Corrao, *Arab Revolutions: The Cultural Background*

17 Samia Mihoub, *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne*

33 Seima Soussi, *Comment faire la révolution à l'heure d'internet?*
Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne

41 Nabih Jerad, *La révolution tunisienne: des slogans pour la démocratie aux enjeux de la langue*

Documentare

55 Emir Ben Ayed, *Luttes pour la liberté et la dignité. Témoignage post-révolutionnaire d'un photographe tunisien*

Raccontare

73 Mondher Kilani, *Une expérience de la révolution tunisienne.*
Réflexions recueillies par Gabriella D'Agostino

Ricerca

79 Habib Saidi, *Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique*

89 Paola Gandolfi, *Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le «rivoluzioni»*

105 Joni Aasi, *Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires*

115 Leggere - Vedere - Ascoltare

127 Abstracts

Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires

Une fois de plus, les événements historiques nous prennent de court et nous surprennent¹. Débutée en Tunisie à la mi-décembre 2010, la mobilisation populaire s'est étendue à l'Égypte et aux autres pays arabes rappelant par son envergure le printemps des peuples européens en 1848. D'où les termes de «printemps arabe» qu'on utilise aussi pour mettre en exergue la capacité des mouvements populaires à faire ébranler des régimes autoritaires, supposés durables et inébranlables.

Surpris comme tout le monde, les Israéliens ont accueilli le printemps arabe avec beaucoup de scepticisme. À l'exception de quelques voix intellectuelles, l'élite politique ainsi qu'une part importante du public en Israël ont exprimé des doutes sur les bienfaits du printemps arabe. Pour cette élite, le printemps arabe reflète une logique d'instabilité et non un processus de démocratisation. L'historien des idées politiques, Shlomo Avineri, explique cette attitude sceptique par le fait qu'Israël a un agenda de paix et non de démocratisation². C'est l'effet sur le processus de paix avec ses voisins et non la victoire idéologique au sens de l'adoption d'un certain type de régime politique qui intéresse l'État d'Israël. Cela paraît un peu curieux après tant d'années d'un discours de la part de l'élite israélienne sur «le droit des Palestiniens à la démocratie», justifiant par là même la guerre contre les Palestiniens en 2002 parce que leurs dirigeants étaient non-démocratiques et par conséquent non favorables à la paix³.

Hier, la démocratisation était ce qui manquait au monde arabe, c'est pourquoi la paix n'était pas possible. Aujourd'hui, ce qui intéresse les Israéliens c'est la paix et non la démocratisation comme si la paix était quelque chose d'indépendant. D'ailleurs, les Israéliens ne sont pas sûrs d'assister à une démocratisation comme veulent leur faire comprendre certains amis de l'État d'Israël, comme le philosophe Français, Bernard Henri Lévy⁴, qui clame que les événements du monde arabe sont une aubaine pour la «seule démocratie au Moyen Orient». En fait, il s'agit ici d'un problème qui relève plutôt du symbolisme politique du conflit israélo-arabe: l'espace politique arabe, aux yeux des Israéliens, ne

serait pas en mesure de faire place à d'autres tendances et possibilités d'avenir que l'autoritarisme et l'islamisme.

Attaché à ce symbolisme, le journaliste Daniel Horowitz refuse l'idée que le printemps arabe ait débarqué en Israël et qu'il y ait des similarités entre les mobilisations arabes et les mobilisations israéliennes qui sont parties de l'avenue Rothschild à Tel-Aviv à la mi juin 2011 pour envahir toutes les autres villes israéliennes. Pour lui, les mobilisations israéliennes n'ont rien à avoir avec le printemps arabe parce que les origines de ces événements se trouvent dans la bonne santé de l'économie israélienne, qui a réussi à maintenir sa croissance en dépit de la crise financière de 2008, et parce que les manifestations israéliennes se sont déroulées dans une ambiance bon enfant où la police était invisible⁵.

Il faut cependant rappeler que les manifestations tunisiennes et égyptiennes se sont aussi faites dans un contexte de croissance économique supérieure à la moyenne mondiale, atteignant les 6% entre 2006-2011⁶. Quant à l'exercice de la répression, il faut préciser que les manifestants arabes ont entrepris des actions populaires non-violentes contre des régimes «féroces», tout en étant conscients des risques qu'ils encouraient pour leur vie. Il est vrai qu'au niveau institutionnel, il existe une différence entre Israël et les pays arabes (l'alternance politique relève du normal dans le système politique israélien), mais du point de vue d'une perspective attentive à la fracture sociale entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, cette différence devient marginale. Que ce soit en Israël ou dans le monde arabe, nous sommes en présence d'une élite séparée du peuple et insouciante de ses problèmes, et d'un large fossé entre une minorité riche et une majorité pauvre.

Pour analyser la position israélienne vis-à-vis du printemps arabe, je me propose en premier lieu de mesurer les répercussions de cet événement sur les relations interétatiques régionales, qu'on a jusqu'ici tenté d'interpréter à partir du clivage pays radicaux/pays modérés, ainsi que sur la marge de manœuvre de l'État d'Israël. En critiquant les

régimes politiques arabes, les mouvements populaires les rendent à leur tour plus critiques envers la politique israélienne. En second lieu, et parlant du printemps arabe en tant qu'événement, je vais évaluer l'onde de choc qu'il a créée dans d'autres lieux et d'autres contextes. Avec le printemps arabe, on voit le répertoire d'actions des Palestiniens s'élargir, et en Israël même «la rue arabe» devenir un modèle à imiter, ce qui transforme la logique de la démocratisation en un enjeu régional.

1. *Radicalisation et fin du «siège réduit»*

Selon le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, «*Le printemps arabe pourrait tourner en hiver iranien*»⁷. Les dirigeants israéliens craignent la radicalisation du régime arabe au sens d'une montée d'une république islamiste et ce que cela peut signifier pour l'Iran islamiste et ses chances à devenir une puissance régionale. Pour eux, nous sommes devant une situation révolutionnaire impliquant une logique de radicalisation, et dans les pays arabes la radicalisation signifie l'islamisation.

Prenant à témoin l'expérience historique, les experts israéliens nous invitent à douter de l'équation que tout mouvement critique est un mouvement démocratique. Spécialiste du totalitarisme, Shlomo Avineri⁸ explique le scepticisme israélien envers le printemps arabe par le risque d'une dérive totalitaire, comme ce fut le cas avec plusieurs révolutions dans le passé, y compris avec la révolution iranienne à laquelle s'applique cette règle: la république islamiste est un régime révolutionnaire. De même, l'historien du conflit Palestino-israélien, Benny Morris exprime des doutes sur le caractère démocratique des événements du printemps arabe en insistant aussi sur l'histoire des révolutions comme celle de la révolution bolchevique.

It has been hailed by the media here and by certain politicians as the Arab Spring. While I am not sure the word is a misnomer, it may still turn out to be an Arab Autumn or an Arab Winter. Some people have compared what has happened on the streets on Tunis and Cairo with the February Revolution in Russia in 1917. As we know, the February Revolution was followed by the October Revolution whereby a fanatical, vicious and highly authoritarian party took the reins of government and ruled Russia for the next fifty years in a very unpleasant fashion. It may be that this is the pattern that will be followed in Egypt or in other regimes that have emerged in this Arab Spring. Revolutions in general, in history, and people seem to forget this when looking at the upheavals in the Arab world, tend to take a long time to reach fruition especially when it

comes to liberalization and democratization⁹.

Cette attitude domine auprès des experts israéliens de la sécurité:

Why reason and emotion clash in so many revolutionary situations has to do with the simple fact that the liberal and democratic demonstrations became prey to organized violent fanatic groups, ending up with a regime that tangled? Their rights to a far greater extent than the regime they strove to change. It happened in revolutionary France when Robespierre finished off the royalists and the liberals, in the Russian revolution when the fanatic small but ruthless Bolshevik movement overcame the social democratic and liberal majority, and in the most telling precedent for Egypt, in the Iranian revolution when the demonstrations set off in the universities ended up being high-jacked by Khomeini, the fanatic amongst the Mullahs and the revolutionary Guard¹⁰.

Mais avant cette logique de radicalisation, il y a le fossé entre les gouvernés et les gouvernants qui vient d'être réduit par le printemps arabe qui se définit tout d'abord par l'émergence des forces populaires et leur capacité à s'organiser dans un mouvement de critique envers le régime en place. Ce développement ne peut qu'avoir des répercussions sur la décision collective, que ce soit par rapport à la politique intérieure ou à la politique extérieure. Le fossé entre les masses populaires et l'élite politique s'est rétréci, ce qui rend les régimes arabes plus critiques envers Israël. Les manifestations à l'encontre de l'ambassade israélienne au Caire montrent bien que les choses se développent dans un sens pas très avantageux pour Israël. C'est ce que laissent aussi supposer les déclarations de différents hommes politiques de l'Égypte post-Moubarak. Le clivage entre régimes radicaux et régimes modérés est donc à reconsidérer à partir de ces changements domestiques qui redistribuent les cartes au niveau régional¹¹.

1.1. *Le printemps arabe, un printemps islamiste ?*

Les mouvements de protestation dans le monde arabe expriment un vrai désir pour la liberté et les droits de l'homme, mais du point de vue de la plupart des experts israéliens, il s'agit avant tout de distinguer entre les aspirations de ces mouvements à la démocratie et le parcours que prend le processus de changement qui pourrait favoriser la domination des islamistes dans la vie politique arabe.

Les choix égyptiens vont être déterminés par les enjeux stratégiques régionaux et les bénéfiques économiques résultant de la politique de l'*infitah* (l'ou-

verture) développée par Sadate et adoptée par son successeur. Les israéliens s'accordent généralement avec le journaliste indien, Jagdish N. Singh, qui pense que l'Égypte est en train de répéter le même parcours que l'Iran en 1979 où les forces progressistes deviennent de plus en plus passives laissant le terrain aux forces anti-sociales et anti-modernes dirigées par les Frères Musulmans. Après la faillite du régime Moubarak, les Frères Musulmans deviennent le groupe politique le plus large et le plus organisé (ce groupe se compose de 600'000 membres)¹². Pour Singh, il y a plusieurs rapports qui indiquent que les Frères Musulmans ont passé un accord avec Amr Moussa pour le soutenir aux élections présidentielles, en contrepartie il promet de soutenir toute législation avancée par eux au parlement.

Même en ce qui concerne le cas syrien, la plupart des experts israéliens ne voient pas des avantages dans la faillite d'un régime radical lorsqu'ils proposent une analyse de la crise actuelle en termes confessionnels entre Alaouites et jihadistes sunnites. Shmuel Bar¹³, directeur d'Études à l'Institut de politique et de stratégie Herzliya, considère que le système d'alliance développé entre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah est le résultat d'un processus interne où la communauté alaouite se tourne vers les chiites pour faire face aux menaces du courant jihadiste salafi, dominant dans le nord du pays et dans la communauté sunnite. Un autre expert, Eyal Zisser¹⁴, directeur du Centre Dayan pour les études sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, explique que la résistance du régime face aux vagues de protestations depuis le 18 mars 2011 s'explique par la composition confessionnelle de la société syrienne où 40% de la population est représentée par des Alaouites, des Druzes, des Chrétiens et des Kurdes. Ces communautés craignent la montée de l'islamisme radical d'où leur réserves face à la mobilisation dans ses débuts à Deraa et sur le littoral dans des villes comme Lattaquié et Banias.

Avec John Myhill, un linguiste de l'université de Haïfa, on passe d'une analyse en termes confessionnels à une analyse estimant que l'intérêt de l'État d'Israël est précisément dans le maintien des régimes dominés par des minorités comme le régime syrien. Ce qui importe à ses yeux ce n'est pas le discours arabiste du régime syrien, qui relève de la rhétorique publique et du spectacle, mais le fait que depuis la guerre de 1973 il n'y eu aucun affrontement entre la Syrie et Israël. Il va plus loin en affirmant que l'occupation syrienne du Liban fut une bonne chose pour Israël, ce fut juste après le retrait syrien qu'une guerre a eu lieu entre le Hezbollah et Israël en 2006.

From Israel's perspective, it is far better for the Alawites to maintain power in Syria than for a Sunni regime to take control there. The Alawites are currently governing and politically stifling a population of 14 millions Arabic-speaking Levantine Muslims. These Muslims are particularly dangerous to Israel because they are of the same ethnicity as the Palestinians – this is not just a matter of modern pan-Arab ideology. If a Sunni regime were to rule Syria, any wide-scale Israeli Palestinian clash, such as Operation Cast Lead, would likely trigger an emotional response, pulling Syria into international war with Israel regardless of the consequences. This represents a much more serious danger to Israel than the fall of the Mubarak regime in Egypt, where popular attachment to the Palestinians is more superfluous¹⁵.

Le clivage n'est donc pas entre modérés et radicaux, mais entre minoritaires et majoritaires. L'intérêt de l'État d'Israël exige un environnement dominé par des régimes «minoritaires» n'ayant pas une ambition hégémonique comme l'islam sunnite. Ce qui lui permet de faire face à un état de siège continu.

1.2. *Fin d'un état de siège réduit ?*

I haven't seen any linkage between the Arab Spring and the Israeli-Arab conflict. The Arab Spring, this unrest, basically it's a frustration and economic, demographic, access to information. When you look at the demonstrations there's very little reference to the Israeli-Arab conflict. The question of the settlement freeze – or not – I really haven't seen much reference to that in the rhetoric around the Arab spring. I'm not saying whether it was smart or not of Netanyahu to agree or not to agree¹⁶.

Ainsi, d'une part, on affirme qu'il n'existe pas de lien entre le printemps arabe et le conflit israélo-palestinien et d'autre part, on regrette le départ de Moubarak considéré comme un partenaire de la politique d'Israël vis-à-vis des Palestiniens. Les craintes des dirigeants israéliens se focalisent surtout sur l'Égypte, non seulement pour son importance démographique et politique au sein des pays arabes, mais aussi pour la raison que ce pays était pendant plus de 30 ans l'allié d'Israël dans sa politique envers les Palestiniens. Benny Morris soutient que durant les trente ans du régime Moubarak, Israël bénéficiait d'un état de «siège réduit» où l'Égypte, après le traité de paix avec Israël, assurait une tranquillité dans la frontière sud, offrant par là une large marge de manœuvre à Israël dans ses opérations militaires sur d'autres fronts. Israël a ainsi pu attaquer les sites nucléaires irakiens en 1981, envahir le Liban en 1982, déclencher une seconde

guerre contre le Liban en 2006, attaquer les sites nucléaires syriens en 2007, et mener l'opération du Plomb Durci en 2008/2009 sans que l'armée égyptienne fasse quoi que ce soit. Cela signifie que les opérations militaires israéliennes ne bénéficieront plus de cette attitude complice de la part du régime égyptien et qu'Israël n'obtiendra pas, pas bien sûr, le feu vert pour attaquer l'Iran, comme cela fut le cas pour les opérations menées au temps de Moubarak. Il n'est pas étonnant d'entendre affirmer dans l'entourage du Premier ministre israélien Netanyahou que celui-ci pratique une politique prudente envers les Palestiniens en attendant que les choses redeviennent plus claires au Caire.

L'ambition de l'Égypte de retrouver le leadership signifie-t-elle la fin du «retrait» que représentait la politique de Sadate-Moubarak par rapport à la politique nationaliste de Nasser? La reconsidération de sa politique étrangère a déjà commencé avec la normalisation des relations avec l'Iran, ceci dans le but de se démarquer de l'attitude d'une autre puissance arabe ayant une ambition hégémonique, l'Arabie Saoudite, et d'exprimer les réticences des dirigeants égyptiens envers une autre puissance régionale, la Turquie, qui représente un autre modèle musulman de la démocratie, sans oublier celui concurrent de l'Indonésie.

Même si l'on est encore très loin d'une attitude critique et hostile vis-à-vis d'Israël de la part de l'Égypte post-Moubarak, les élites israéliennes ont commencé à penser le futur conflit militaire dans la région avec plusieurs fronts, y compris le front égyptien. C'est peut-être à envisager sur le long terme, mais sur le court terme l'impact du changement politique en Égypte se fait déjà sentir à plusieurs niveaux. Au niveau des relations économiques et énergétique, la rue égyptienne réclame la révision des accords sur l'approvisionnement d'Israël en gaz naturel égyptien. Au niveau de l'efficacité de la politique israélienne envers l'enclave de Gaza, les nouvelles élites politiques en Égypte ne voient pas l'intérêt d'une coordination avec Tel-Aviv sur la question. Enfin, au niveau des actions terroristes partant de la zone du Sinaï, les dirigeants israéliens pensent qu'il faut reconsidérer leur stratégie envers cette zone. Après les attaques contre des véhicules militaires et civils israéliens en direction d'Eilat faisant 10 morts et plusieurs blessés côté israélien, les Israéliens ont accepté l'entrée des forces militaires égyptiennes en Sinaï et cela en contradiction avec le traité de paix 1979. Les événements intérieurs de l'Égypte ont créé une sorte de vide exploité par des groupes islamistes radicaux pour trafiquer des armes plus sophistiquées vers Gaza ou pour mener des actions contre des objectifs israéliens.

Allant dans le même sens en ce qui concerne

l'attitude complice du régime Moubarak, l'ex-président américain, Jimmy Carter, insiste dans une interview au journal Haaretz, sur le lien entre la crise des relations israélo-égyptienne et le problème palestinien qui demeure sans solution en dépit du fait que les Israéliens, représentés à l'époque par Ménaïhem Begin, se sont engagés par le traité de Camp David 1979 à se retirer des territoires occupés en 1967 en respect de la résolution du Conseil de Sécurité 242. Dans cette interview, Carter expose ce lien en disant que

Pour Moubarak, le maintien de l'accord de paix avec Israël prévalut sur les demandes des Palestiniens, alors que le peuple égyptien a toujours accordé plus d'importance à la question palestinienne que le président égyptien. Aujourd'hui, le peuple fait des pressions sur le nouveau gouvernement en demandant qu'Israël respecte ses obligations découlant du traité de Camp David. C'est pourquoi, nous ne devons pas nous étonner que l'accord séparé avec l'Égypte soit si vulnérable¹⁷.

Selon Carter, Israël s'est engagé envers les Palestiniens par la signature de Begin et par le vote positif du traité par la Knesset. Les Égyptiens refusent la paix séparée avec Israël ou en d'autres termes refusent qu'on isole leur pays de la question palestinienne. D'où la mobilisation contre le traité de paix et la représentation diplomatique israélienne au Caire. Lorsque le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, déclare sur la chaîne d'Al-Arabiyya qu'«un traité de paix n'est pas quelque chose de sacré», et que «quand une partie au traité n'a pas respecté ses obligations, la seconde a le droit de ne pas les respecter non plus», il fait référence dans sa tête aux obligations regardant la question palestinienne qu'Israël n'a pas respecté au cours du règne de Moubarak¹⁸. Sous la pression de la «rue», la direction égyptienne n'est pas en mesure d'ignorer les demandes citoyennes réclamant un droit de s'exprimer sur la politique extérieure de l'Égypte. Elle se démarqua de l'ancien régime en jouant le rôle de médiateur entre le Hamas et le Fatah sans aucune coordination avec Israël et en stoppant la construction d'un mur de sécurité sur l'axe de Philadelphie avec Gaza, un engagement pris en son temps par le régime Moubarak.

En regard de la réconciliation palestinienne, le côté israélien propose une grille d'analyse mettant l'accent cette fois sur la différence sociale et non plus confessionnelle. Selon Mordechai Kedar,¹⁹ la réconciliation serait plutôt un mariage de commodité parce que les différences sont énormes entre les deux factions: le Hamas représente une société bédouine où la tranche d'âge de ses adhérents oscille entre 30 et 40 ans, alors que le Fatah représente une

société urbaine et ses dirigeants ont entre 60-70 ans. Aussi, la réconciliation profiterait surtout au Hamas. Michael Milstein²⁰ soutient que tous les éléments – la faillite du régime Moubarak, la faiblesse de la position américaine et l'impasse dans les négociations de paix avec Israël – qui ont favorisé l'acceptation par Abou Mazen (Mahmoud Abbas, l'actuel président palestinien) de la réconciliation, sont à l'avantage du Hamas. Les propos de l'ex-président Carter décrivent très bien une politique israélienne qui a négligé au cours de ces trois dernières décennies son environnement voisin. Cela se reflète non seulement par rapport à la question palestinienne (le discours selon lequel la paix avec les Arabes n'a rien à voir avec la question palestinienne), mais aussi par rapport au développement des relations économiques avec l'Égypte et la Jordanie qui sont peu privilégiées en comparaison avec les relations avec des pays lointains comme l'Inde. Cela nous conduit à douter que l'isolement ou le siège d'Israël dont parlait Benny Morris soient liés seulement à la radicalisation des sociétés arabes sans aucun lien avec la politique israélienne envers son environnement immédiat. De ce point de vue, je partage plutôt la position du journaliste Akiva Eldar²¹ qui parle du mythe concernant la victoire du Hamas après l'accord d'échange du soldat israélien Gilad Shalit contre des prisonniers politiques palestiniens. Au même titre que les radicaux arabes préfèrent la droite israélienne, celle-ci préfère des analyses privilégiant la radicalisation des régimes arabes. De la même façon, on préfère parler de communautés ethniques ou religieuses marginalisant le printemps arabe comme un moment fort du sentiment national.

Outre ses implications stratégiques, le printemps arabe est un événement au sens du philosophe français Alain Badiou, pour qui cet événement a des résonances dans d'autres lieux et d'autres contextes. Ces résonances peuvent prendre de nouvelles formes d'action comme par exemple la mobilisation des Palestiniens à la frontière syro-israélienne. Ces mobilisations au cours du mois de juin 2011 pour commémorer la *Nakba* de 1948 («catastrophe» pour les Palestiniens) montrent la légitimité des actions pacifiques de contestation. Elles peuvent se combiner avec une mobilisation à l'intérieur des territoires palestiniens occupés pour soutenir la démarche palestinienne auprès de l'ONU. Ces mobilisations sont embarrassantes pour les Américains et les Européens au vu de leur soutien au printemps arabe.

2. Les résonances du printemps arabe

L'impact du printemps arabe va au-delà de la nouvelle réalité stratégique créée dans la région

après l'entrée en scène des mouvements populaires arabes comme de nouveaux acteurs. Je veux rappeler ici les propos d'Alain Badiou qui s'appuie sur Jean-Marie Gleize selon lequel «un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination. Mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constituée là-bas». Et d'ajouter que résonance et événement sont la même chose, puisque «l'événement est la brusque création, non d'une nouvelle réalité, mais d'une myriade de nouvelles possibilités»²².

Vu les attentes liées à la démarche palestinienne auprès de l'ONU, d'un côté, et la continuité de la colonisation israélienne à Jérusalem-Est et ailleurs dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, de l'autre côté, le printemps arabe pourrait se traduire sous la forme d'actions populaires non-violentes contre les barrages de l'armée israélienne et contre les colonies juives. Un tel développement constituera sans doute un vrai casse-tête pour les dirigeants israéliens parce qu'une politique d'extrême oppression risquerait d'allumer «la rue arabe» que les régimes arabes hésiteront à contenir.

Par ailleurs, et de manière surprenante, on a vu émerger de nulle part un mouvement révolutionnaire à l'intérieur même d'Israël et dont les membres s'identifient au printemps arabe le considérant comme un vrai mouvement de démocratisation. Durant les manifestations qui ont eu lieu à Tel-Aviv, le 31 juillet 2011, on pouvait remarquer des pancartes sur lesquelles est écrit: «*C'est le printemps Israélien*» ou «*Rothschild, le coin Tabrir*» ou encore «*Ici, c'est la tente Tabrir*». Le printemps arabe a fait intégrer Israël dans son environnement moyen-oriental en faisant de la question sociale la question politique par excellence. En Tunisie, les manifestants portaient très haut le pain pour faire allusion à la leur problème de survie et à Tel-Aviv on parlait depuis mi-juin d'une *Intifada* du logement (les loyers sont montés de 32% au cours de cette dernière année). C'est l'élargissement du fossé entre les couches sociales qui fut à l'origine de la mobilisation sociale dans les pays arabes ainsi qu'en Israël.

Dans tous ces pays, nous assistons à une attitude critique de la part des citoyens, mais aussi à une mobilisation dont la légitimité s'appuie sur la non prise en compte des intérêts d'un grand nombre de citoyens appartenant à des couches sociales vulnérables. Dans l'analyse de la position israélienne vis-à-vis du printemps arabe, il est impératif de faire place à la *vox populi* et de voir quel impact aura la mobilisation citoyenne en Israël sur la représentation politique et le processus de paix.

2.1. *Le printemps arabe pourrait offrir une réponse au statu quo dans les territoires palestiniens occupés*

A la différence des Tunisiens et des Egyptiens, les Palestiniens s'insurgent contre un système d'occupation qui dure depuis plus de 40 ans et qui est responsable de leur sous-développement économique et de leur humiliation quotidienne. Pour Jean-François Legrain, l'Autorité Palestinienne fait partie du *statu quo* imposé par l'occupant. Il estime dès lors que la démarche palestinienne auprès de l'ONU constitue non pas une sortie des accords d'Oslo mais leur aboutissement. Il critique cette démarche pour les deux raisons suivantes: c'est une démarche adoptée par une élite oligarchique et corrompue. Cette démarche va contribuer à marginaliser l'OLP sur la scène internationale et à définir le peuple palestinien selon cet État dans les frontières de 1967, la situant aux antipodes de la déclaration d'indépendance en 1988 à Alger²³.

Il est vrai que nous faisons face à une élite oligarchique et corrompue au sein de l'Autorité Palestinienne, mais l'émergence de celle-ci est liée soit à une absence, soit à un dysfonctionnement des institutions. Concernant le deuxième point, s'il est vrai que la démarche vient un peu tard et consiste à revenir au droit international comme référence pour la solution du conflit, il n'est pas sûr que la reconnaissance de l'État palestinien se fera au détriment du droit palestinien à l'auto-détermination et de la légitimité de l'OLP. Cette reconnaissance n'est qu'une étape supplémentaire dans la lutte des Palestiniens pour leur indépendance. Elle fournit des outils diplomatiques et juridiques pour lutter contre l'occupation. Obtenir même un État non-membre, pourrait ouvrir les portes à la juridiction du tribunal criminel de La Haye et aux poursuites juridiques contre l'élite militaire et politique israélienne.

Jusqu'à présent, on n'a pas eu une mobilisation d'une grande envergure chez les Palestiniens des territoires occupés depuis 1967, à l'exemple de l'*intifada* de 1987. Mais cela peut changer. Les attentes que la démarche auprès de l'ONU peut soulever chez la foule palestinienne exigent qu'on s'en préoccupe. Comme on dit, on ne peut «saouler» les gens et leur demander ensuite de demeurer raisonnables. En donnant la priorité aux actions populaires et pacifiques, le printemps arabe favorise de nouvelles formes d'action dans lesquelles l'*internet*, le *facebook* et le *twitter* offrent un espace d'extériorité que le pouvoir politique est incapable de contrôler. C'est au sein de la mobilisation contre le régime qu'on voit émerger une société civile. Comme le dit Di Palma²⁴, l'émergence de la société civile résulte d'une réaction hostile au régime politique impliquant la nécessité de changer l'équilibre

des forces. L'*internet* présente ici un nouvel espace où l'on échange des idées et des informations et par conséquent grâce auquel on entre dans la construction sociale de la réalité²⁵. Ce fut ainsi le cas sur la place Tahrir au Caire avec la culture de l'auto-limitation (Le Caire est un lieu connu en matière d'harcèlement sexuel alors qu'à la place Tahrir des jeunes garçons et des jeunes filles se sont côtoyés). Bref, la mobilisation se veut un pas vers le changement du régime, autrement dit vers l'affirmation à la fois d'une société civile et d'une société politique.

L'extériorité dans laquelle se trouvaient les Egyptiens se dégage très clairement des propos d'un membre du groupe du «4 avril 2011» (génération révolution) qui affirme que sa génération vivait dans une situation d'aliénation par rapport à ce qui se passait dans le monde, et qui se considère lui-même comme situé à l'extérieur du temps, sans reconnaissance de la valeur de ses diplômes ni de ce qu'il fait. Ce groupe a réussi en peu de temps à s'étendre à plus de 76'000 personnes à la fin d'avril 2010 et à ouvrir un vrai débat dans un espace ouvert, celui de l'*internet*.

«Lorsque nous avons commencé à utiliser le Facebook, cela était une découverte pour nous. [...] l'appel à la grève nationale était aussi une nouveauté. C'était comme allumer un cierge dans une chambre obscure. Le pays était, en effet, encore un État oppressif et les gens avaient peur»²⁶.

Sur le plan de la politique intérieure palestinienne, on a déjà eu des actions qui ressemblaient aux formes d'actions utilisées par les mouvements du printemps arabe. L'une des raisons de la réconciliation entre les deux factions principales palestiniennes, le Fatah et le Hamas, fut l'initiative prise par quelques jeunes palestiniens qui se sont rassemblés à la Manara au centre de Ramallah pour demander la fin de la séparation entre la Cisjordanie et Gaza et entre le Fatah et le Hamas. Mais cette action, toutefois, est restée limitée dans ses résultats. L'on a, en effet, exprimé un mécontentement contre la séparation géographique, qui est aussi idéologique entre les deux factions (l'«*inquisam*»), sans arriver à obtenir la fin de la scission en deux de l'autorité politique. Les dernières élections pour le Conseil des étudiants dans les différentes universités palestiniennes reflètent une certaine fatigue par rapport aux factions palestiniennes qui sont en train de perdre de plus en plus leur attractivité idéologique.

2.2. *La démocratisation, une logique régionale ?*

Il faut aussi noter que la mobilisation palestinienne est influencée par ce qui se passe à l'intérieur d'Israël où l'on assiste à deux développements qui méritent d'être soulignés: d'une part, le rôle

disproportionné des colons dans l'ordre politique israélien et de l'autre la mobilisation sociale. Cette dernière s'est notamment effectuée contre la hausse des prix des produits de base, et par conséquent contre ceux qui sont derrière cette hausse, à savoir les monopoles économiques, contre le prix exubérant du logement (20% des Israéliens dépensent plus de la moitié de leur salaire pour le loyer), et pour un accès égal à la santé (le soutien gouvernemental à la santé publique est passé de 67% en 1998 à 59% en 2010²⁷).

Le mouvement des indignés en Israël a fait que le clivage de classe est devenu un clivage central dans la vie public israélienne contribuant par là à la redéfinition de la gauche israélienne. Ce mouvement est plus qu'une révolte contre des conditions économiques sévères, il s'inscrit dans un processus régional de démocratisation. La démocratisation au sens d'un réveil de la société civile qui lutte pour les droits de ses membres, en particulier sur le plan économique et social. En dépit de la différence entre Israël et ses voisins arabes sur le plan des institutions démocratiques et de la prospérité économique, nous sommes en présence d'une vague de démocratisation dépassant cette exception israélienne.

Les Tunisiens et les Egyptiens sont descendus dans la rue pour protester contre leurs conditions de vie et contre un régime autoritaire ne présentant aucune ouverture d'avenir pour beaucoup de jeunes et de membres de la classe moyenne. De la même façon, les Israéliens se sont mobilisés contre les mauvaises conditions économiques et contre un ordre politique hostile à l'État-Providence. Selon Dana Blander, de l'Institut pour la Démocratie, la mobilisation actuelle en Israël est une mobilisation de classe exprimant les changements intervenus au sein de la société israélienne depuis les années 1970. Elle considère que le clivage entre les privilégiés et les délaissés du système s'accompagne aussi d'un clivage entre les générations sur le plan social et économique. Elle voit dans la mobilisation actuelle une mobilisation de la troisième génération. La première génération est celle de gens comme Itzhak Rabin et Shimon Perez, la seconde génération est celle de Barack, d'Olmert et de Netanyahu qui sont nés dans les années 1940 et ont profité d'une société égalitaire accumulant pouvoir et richesse au cours des dernières décennies. Cette inégalité entre générations se reflète clairement dans la différence entre les médecins qui ont de l'ancienneté et ceux qui viennent d'entrer dans le marché du travail. Pour beaucoup de jeunes israéliens, les études n'assurent plus un succès dans la vie²⁸.

Selon une étude effectuée par le directeur du Centre TAUB, Dan Ben David, Israël a connu au cours des cinq dernières années un élargissement du

fossé entre les différentes couches sociales à cause de la réduction des dépenses publiques civiles alors que les dépenses militaires sont restées au même niveau. Pour Ben David, Israël ne peut maintenir son rang comme pays du premier monde si elle n'investit pas dans les infrastructures et dans les ressources humaines. Le meilleur indicateur d'un tel déficit est représenté par le système éducatif israélien où les meilleurs élèves du pays n'arrivent qu'au 25^e rang parmi les élèves des pays développés. La croissance économique en Israël a certes profité à toutes les couches sociales mais de façon inégale. La différence de salaire entre les personnes bénéficiant de plus de 12 ans de formation et celles bénéficiant de moins est passée de 66% en 1998 à 80% en 2009²⁹.

Un autre rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)³⁰, relève qu'Israël possède le pourcentage le plus élevé en matière de pauvreté parmi les pays membres. Ce pourcentage est de l'ordre de 20% alors que la moyenne est de 11%. Qui plus est, le rapport estime que la moitié des Arabes Israéliens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, état qui s'explique par l'accès restreint des membres de cette minorité à l'éducation et au marché du travail. De même, le rapport montre le peu de soutien financier accordé aux familles en difficulté en comparaison avec les autres pays de l'organisation internationale.

Pour beaucoup d'Israéliens, le clivage économique est à comparer dans son importance au clivage national entre Israéliens et Arabes. L'actuelle mobilisation sociale s'est concentrée sur des problèmes socio-économiques sans s'occuper des questions de sécurité et de paix avec les voisins. Cela nous rappelle le commentaire du sociologue français, Alain Touraine, sur le printemps arabe qui donne priorité, selon lui, aux conflits sociaux par rapport aux conflits stratégiques³¹. Au cours des événements du printemps arabe il n'y a ainsi pas eu de stigmatisation de l'État d'Israël, par exemple en brandissant des pancartes hostiles à l'État hébreu. La lutte s'y est effectuée pour le pain et pour le logement.

Le mouvement des indignés, quant à lui, a eu le support de la majorité des Israéliens. Les seuls qui s'y sont opposés furent les colons, considérés par l'expert israélien de l'histoire du fascisme, Zeev Sternhell³², comme un groupe très puissant détenant la société israélienne toute entière en otage. Ce que s'est passé lors des dernières élections au sein du parti travailliste israélien, qui ont vu le succès de Madame Shelly Yachimovich, montre bien la complexité des rapports entre «le social» et «le national» en Israël. La nouvelle élue propose une nouvelle gauche qui accepte le consensus national sur la question de la sécurité et de la paix, mais qui se distingue par son ambition de représenter les re-

vendications populaires dans le domaine socio-économique. C'est une nouvelle gauche qui prend ses distances avec l'ancienne gauche essentiellement concernée par la question de la paix et de la guerre et qui domina la politique israélienne pendant la période allant de 1977 à 1995. En misant sur ce qui est nouveau, la nouvelle gauche a des chances de rompre avec la gauche tout court. Elle ne peut, en effet, ne pas prendre position sur les actes racistes contre les étrangers en général et les Arabes en particulier, actes qui se sont notamment manifestés par l'incendie des lieux de prière de certains villages en Galilée et la profanation des cimetières musulmans et chrétiens de Yafo. L'intégration de l'État d'Israël dans la région passe par l'intégration de la minorité palestinienne dans le système israélien sous la forme de la citoyenneté et de l'égalité.

Conclusion

Le printemps arabe indique tout d'abord des soulèvements populaires contre des régimes autoritaires et contre des conditions de vie très sévères. Mais si ces soulèvements se concentrent sur la question sociale, la question nationale n'en est toutefois pas absente puisque les jeunes tunisiens et égyptiens ont arboré les drapeaux nationaux et ont affirmé leur volonté de créer une communauté de destin regroupant tous les individus sur la terre nationale. Ces soulèvements réduisent le fossé entre la position des régimes politiques arabes et celle des masses arabes. Ce qui veut dire que désormais les régimes arabes ne peuvent plus ignorer leur opinion publique dans leur politique vis-à-vis d'Israël et de la cause palestinienne. Les déclarations de la nouvelle direction égyptienne montrent bien ce changement, ainsi que les propos de Nabil Al-Arabi, le Secrétaire général de la ligue arabe, qui relève notamment que dans le passé Israël n'a pas respecté le traité de paix avec l'Égypte.

Les experts israéliens, quant à eux, adoptent une attitude sceptique concernant le caractère démocratique de ces soulèvements. Ils évoquent, en outre, une logique de radicalisation qui va à l'encontre des intérêts de l'État d'Israël. Selon cette analyse, la division entre régimes modérés et radicaux n'a plus de sens. Même dans un pays radical comme la Syrie, le sens du changement irait en faveur de la montée de l'islam sunnite. Les spécialistes israéliens ignorent aussi le caractère national de ces soulèvements et l'accent mis sur la citoyenneté. Cela s'explique par le fait qu'ils considèrent que toute communauté nationale basée sur la citoyenneté et non sur l'ethnico-religieux n'est qu'une communauté fictive. Israël se définit comme une démocra-

tie ethnique et préfère que son environnement soit dominé plutôt par des régimes minoritaires que par l'islam sunnite qui est majoritaire dans la région.

Pour terminer, nous pouvons considérer que le printemps arabe constitue un événement au sens de Badiou. Il crée non pas une réalité nouvelle mais une myriade de possibilités. Ainsi, la mobilisation contre la hausse des prix des produits de base ou du logement en Israël entre en résonance avec le printemps arabe et s'inscrit dans une démocratisation à caractère régional. Cette mobilisation met déjà le doigt sur la différence à effectuer entre État-Sécurité et État-Providance en Israël, notamment à travers l'exigence d'une révision du budget militaire. Mais le succès d'une telle mobilisation ne peut se limiter à la seule redistribution de la richesse nationale, il doit s'étendre à la redéfinition des rapports entre démocratisation et paix au Moyen Orient en liant les revendications socio-économiques avec les revendications d'une fin de l'occupation.

Notes

¹ Kuran T. 1989, *Now Out of Never: The element of surprise in the East European revolution*, in «World Politics», 44, 7-48.

² Avineri S. 2011, *Revolution and oppression in the Arab World*, in *Bitterlemons International-Middle East Round Table* <http://www.betterlemons-international.org/index1.php>, published May 05, Edition 12.

³ «Undoubtedly, had Iraq been governed by a democratic regime, the war would have been avoided and the lives of many Iraqis would have been spared. To a certain degree, this also holds true with regard to the Palestinians under Yasser Arafat», Rubinstein A. 2003, *Right to democracy*, «Haaretz», April 16.

⁴ Lévy B.H., *Israel and Arab spring*, Available at http://www.huffingtonpost.com/2011/08/25hurricane-irene-bahamas-_n_936246.html.

⁵ Horowitz D. 2011, *L'été Israélien n'est pas le printemps arabe*, in «Le Monde», 8 Août.

⁶ Breisinger C., Ecker O. et Al-Riffai P., 2011, *Economie du printemps arabe: De la révolution à la transformation et à la sécurité alimentaire*, in *Politiques alimentaires en perspective*, n. 18 Mai, International Food Policy Research Institute. Available at www.ifpri.org.

⁷ Accessible à l'adresse <http://www.lexpress.fr/actualities/1/monde/le-printemps-arabe-pourrait-tourner-en-hiver-iranien-983779.html>, 17 Avril 2011.

⁸ Avineri S., 2011, *Revolution and oppression in the Arab World*, in *Bitterlemons International- Middle East Round Table*. Available at <http://www.betterlemons-international.org/index1.php>, published May 05, Edition 12.

⁹ Morris B., 2011, *The Arab Spring and Israel's security*, lecture at Henry Jackson Society, June 21st, Available at <http://www.henryjacksonsociety.org/stories.asp?pageid=49&id=2>.

¹⁰ Frisch H., 2011, *The need for minds over hearts in the Egyptian crisis*, *The Begin-Sadat Center for Strategic Studies*, in «Perspectives Paper», n.126, February 3.

¹¹ Par rapport au discours sur le clivage régimes radicaux/régimes modérés comme discours de l'OTAN, voir Nazemroaya M.D. 2007, *The globalization of military power: NATO expansion*, in «Global Research», May 18. Available at www.globalresearch.ca.

¹² Singh J.N., 2011, *Halting the Egyptian drift*, *The Begin-Sadat Center for Strategic Studies*, in «Perspectives Paper», n.145, June 13.

¹³ Bar S. 2011, *The Middle East revolutions- Between the prospects of democracy and the perils of instability*, in «The Henry Jackson Society», May 25th. Available <http://www.henryjacksonsociety.org/stories.asp?pageid=49&id=2204>

¹⁴ Zisser E., 2011, *Vers la phase décisive en Syrie*, in «Carrefour Moyen-Orient», Volume 1, n. 5, 5 Mai (en hébreu).

¹⁵ Myhill J., 2011, *The Alawites and Israel*, in «BESA centre Perspectives Paper», n. 137, May 4.

¹⁶ Bar S., 2011, *The Middle East revolutions- Between the prospects of democracy and the perils of instability*, in «The Henry Jackson Society», May 25th. Available <http://www.henryjacksonsociety.org/stories.asp?pageid=49&id=2204>.

¹⁷ «Haaretz», 25/08/2011 (en hébreu).

¹⁸ «Haaretz», 26/08/2011 (en hébreu).

¹⁹ Kedar M., 2011, *Hamas and Fatah: A temporary marriage of convenience*, in «BESA center Perspectives Paper», n. 13, 8 May 12.

²⁰ Milstein M., 2011, *La réconciliation palestinienne et sa signification*, in «Carrefour Moyen Orient», Vol.1 numéro spécial 1008, 8 mai.

²¹ Eldar A., 2011, *The Myth of Hamas' victory*, in «Haaretz», October 14.

²² Badiou A., 2011, *Tunisie, Egypte: quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident*, in «Le Monde», 18 Février.

²³ Legrain J.F. 2011, *Le veto américain, ultime moyen de préserver le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ?* in «Le Monde», 21 Septembre. Aussi, Legrain J.F. 2011, *État Palestinien: les palestiniens ont plus à perdre qu'à gagner*, in «Libération», 8 Septembre.

²⁴ Di Palma G., 1991, *Legitimation from the top to civil society: political-cultural change in Eastern Europe*, in «World Politics» 44, October: 49-80.

²⁵ Ulrich B., 2009, *Historicizing Arab blogs: Reflections on the transmission of ideas and information in the Middle Eastern history*, in «Arab Media and society» (Spring 2009)» 20090506150407_AMS8_Brian_Ulrich.pdf.

²⁶ Fleishman J., 2009, *In Egypt, a blogger tries to spread "culture of disobedience" among youths*, in «The Times», April 29. Available at <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fs-egypt-facebook29-2009apr29,0,1028057.story>

²⁷ Moti Basok et Auran Mager, Report TAUB, pensent que c'est pour ces raisons qu'est née la protestation sociale, in «The Marker», 03/08/2011 (en hébreu).

²⁸ Dana Blander, 2011, *Enfin une protestation de classe en Israël*, in «Newsletter de l'Institut Israélien pour la Démocratie», August 3.

²⁹ Moti Basok et Auran Mager, Report TAUB, pensent que c'est pour ces raisons qu'est née la protestation sociale, in «The Marker», 03/08/2011 (en hébreu).

³⁰ *Israel: A divided society*, OECD, Available at <http://www.oecd.org/dataoecd/0/40/44394444.pdf>.

³¹ Alain Touraine, 2011, *Sortons de la guerre froide*, in «Le Monde», 18 février.

³² «Haaretz», 15/10/2011.

FRANCESCA MARIA CORRAO
 Dipartimento di Scienze Politiche
 Università Luiss-Guido Carli, Roma
 corraobobbio@gmail.com

Arab Revolutions: The cultural Background

Arab Revolutions are the result of a long process of cultural growth: the need to address world economic crisis made evident the clash between expectations and the inadequacy of the political elite. Looking back over the historical crises in the Arab world we recognize similar patterns. The Arab awakening has, since its early days, shown the presence of few common elements: education and military reforms, spread of new ideas, demographic growth and a new generation with high expectations. In the past either the ruling class had repressed the revolutionary movements (Ottoman, Colonial powers) or the army had put their governments to an end (Nasser and Asad). In the present experience there are new elements: women's empowerment, new media and the growing role of civil society with both secular and Islamic trends.

The critical elements are economic, social and also legal: in fact, the revolutions have shown up the fragility of societies that still maintain traditional social codes, like the family law, with a conservative interpretation of the Islamic faith(s?) that clashes with the needs of the modern working woman.

Furthermore, the Governments were not able to answer to the higher expectations of the young graduates, and their competences became a boomerang: a ruling class that proved unable to govern transition from dictatorship towards modernity and democracy. The new media helped to bring together the different groups of young people that had already worked to change the situation in the past years. The most difficult task now is to grant equal rights and duties to the different political and cultural realities of the country. This paper will examine these elements with a view to understanding the changes taking place in these countries through the lenses of the socio-political actors that emerged in the region and that are likely to play an increasingly prominent and assertive role in the future.

Keywords: Culture; Gender; Secularism; Education; Media

Le rivoluzioni arabe: Il background culturale

Le rivoluzioni arabe sono il frutto di un lungo processo di crescita culturale che si è trovato in conflitto con una inadeguata classe politica, incapace di rispondere alla crisi economica internazionale. Uno sguardo alla storia moderna del mondo arabo evidenzia alcuni fattori ricorrenti nelle fasi rivoluzionarie: la riforma dell'educazione e dell'esercito, l'innovazione nella comunicazione, la crescita demografica e ambiziose giovani generazioni

animate da nuovi ideali. Le esperienze pregresse hanno visto concludersi la fase rivoluzionaria o nella sanguinosa repressione da parte dei regimi (Ottomano, coloniale) o con la fine di questi *manu militari* (Nasser e Asad). Le rivoluzioni in atto aggiungono delle novità: l'*empowerment* delle donne, l'internazionalizzazione dei *new media* e il ruolo crescente della società civile rappresentata sia da gruppi laici che religiosi.

Gli elementi critici, oltre alla crisi economica, sono di natura legale e sociale. Il cambiamento che si sta compiendo nella regione ha evidenziato la fragilità di società che ancora mantengono codici tradizionali di comportamento – come la legge dello stato di famiglia in cui prevale un'interpretazione conservatrice della *shari'a* – che contrastano con le esigenze della donna lavoratrice moderna.

Le ambiziose aspettative della giovane generazione di laureati sono state disattese dai governi mentre le competenze acquisite si sono rivelate dei boomerang poiché hanno reso evidente l'incapacità della classe al potere di gestire la transizione dalla dittatura verso la modernità e la democrazia.

La sfida consiste nel garantire uguali diritti e doveri alle diverse realtà culturali e politiche locali. I *new media* hanno agito da catalizzatore tra le varie forze presenti associando giovani che già da anni si muovevano alla ricerca di spazi per promuovere il cambiamento. Questi elementi saranno qui esaminati per comprendere i cambiamenti in atto nei paesi toccati dal vento della rivoluzione a partire dalla visione degli attori socio-politici che le hanno promosse e che avranno un ruolo preminente in futuro.

Parole chiave: Cultura; Genere; Secolarismo; Educazione; Media

SAMIA MIHOUB
 Faculty of Letters and Human Sciences
 Université de Sherbrooke, Québec, Canada
 Samia.Mihoub@USherbrooke.ca

Cyberactivism at the time of the revolution in Tunisia

In this paper, we examine the contribution of the social Web in the events that led to the fall of the regime of Ben Ali in January 14, 2011. We take an interest in cyberactivism during the revolution for thinking about the ways of writing and archiving of the collective memory of Tunisia. In addition, the role played by cyberactivists through censored social platforms and websites is especially surprising in the sequence of events leading to the collapse considering how strong was the repression. We study the tools, methods and procedures of the actions carried out by cyberactivists to bypass repression, highlighting how in social events the Web acted as a relay of information, a catalyst of contestation and, since January 15, 2011, an outlet of the trauma of Ben Ali's fall. We also investigate

about how coordination between the Web and the street took place in the mobilization of the protest. Finally, we reflect on the changing role of online activists in post-revolutionary Tunisia and the need to redefine their roles, their speeches and their goals. The debate about reclaiming the public sphere, a watermark of our analysis, permits to observe how the reconstruction process is at work. The learning of democratic public debate takes place in an context charged with conflict, tension and disagreements of various kinds.

Keywords: Revolution; Censorship; Public sphere; Tunisia; Social web

Il "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione tunisina

In questo articolo si prende in esame il contributo del social web nella catena di eventi che porterà alla caduta del regime di Ben Ali, il 14 gennaio 2011. Il nostro interesse è rivolto al "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione per riflettere sulle procedure di scrittura e archiviazione della memoria collettiva della Tunisia. Inoltre, il ruolo dei "cyber-attivisti" su piattaforme sociali e siti web censurati, è stato tanto più sorprendente nella sequenza degli eventi che hanno portato al crollo del regime quanto più forte era l'azione di repressione. Il nostro studio si concentra dunque sugli strumenti, le modalità e le procedure d'azione messe in atto dai "cyberattivisti" per bypassare le misure repressive. Questa analisi permette di evidenziare la funzione di trasmissione delle informazioni che il Web ha giocato in questi eventi, di catalizzatore di una parte della contestazione e, a partire dal 15 gennaio 2011, di sfogo delle reazioni seguite allo shock della caduta di Ben Ali. Ci siamo interrogati anche sulle modalità di coordinamento tra la rete e la strada nella mobilitazione della contestazione.

Infine, si è anche riflettuto sull'evoluzione del ruolo dei "cyberattivisti" nella Tunisia post-rivoluzionaria e sulla necessità di ridefinire i loro ruoli, i loro discorsi e i loro obiettivi. Il dibattito sulla riappropriazione della sfera pubblica, che appare in filigrana da questa analisi, permette di osservare il processo di ricostruzione che è in atto. L'apprendimento del dibattito pubblico democratico avviene in un contesto carico di tensioni e di divergenze di varia natura.

Parole chiave: Rivoluzione; Censura; Sfera pubblica; Tunisia; Social Web.

SEIMA SOUSSI
Département d'information et de communication
Université Laval
seima.soussi.1@ulaval.ca

How to make a revolution in the Internet age: The role of

the social media in the Tunisian revolution

The Tunisian revolution has surprised the whole world. First, because no one anticipated it. Second, because the overthrow of the dictatorial regime occurred in such a short time that the Tunisians themselves were amazed. To explain this phenomenon, the conclusion has emerged rapidly: Internet and specifically social media played an unprecedented role in the Tunisian revolution. Commentators, therefore, referred to it as «cyber-revolution», «Facebook revolution» or «2.0. revolution». However, after the fervor of events, analysts have changed their minds. Today, they tend to adopt a more nuanced tone and they relativize social media contribution to the popular protest movement.

For the Tunisian people, this revolution is basically a popular revolt against the social and economic injustice, a struggle for freedom and dignity. Yet, despite the rapid succession of events, a bloody repression took place. That is why considering social networks as the single explanatory factor of this protest movement is reductive. In the meantime, it's important to recognize the significant role they played in the information dissemination and the popular mobilization. The Tunisian revolution is therefore, the work of both protesters from the marginalized cities and neighborhoods who faced the police and also social media young users who challenged cyber censorship and joined the dissenters diffusing their cause into the entire world. During this popular uprising, Tunisians have changed their use of social media which have become a political activism tool.

Keywords: Cyber-activism; Cyber-revolution; Social media revolution; Online freedom of speech; Internet censorship

Come fare la rivoluzione nell'era di Internet: il ruolo dei social media nella rivoluzione tunisina

La rivoluzione tunisina ha sorpreso il mondo intero. Innanzitutto perché non era stata prevista da nessuno e in secondo luogo perché il rovesciamento del regime dittatoriale è avvenuto in tempi così brevi da stupire i Tunisini stessi. Spiegare questo fenomeno è semplice, poiché si arriva rapidamente alla conclusione che Internet e in modo particolare i *social media* hanno giocato un ruolo senza precedenti. Per questo motivo i commentatori hanno parlato spesso, in questo caso, di «cyber-revolution», di «Facebook revolution» o di «2.0. revolution». Tuttavia, dopo il fervore causato dagli eventi, gli analisti hanno cambiato opinione. Oggi tendono invece ad usare toni più sfumati e a relativizzare il contributo dei *social media* nel movimento di protesta popolare.

Per il popolo tunisino questa rivoluzione è fondamentalmente una rivolta contro l'ingiustizia economica e sociale, una lotta per la libertà e per la dignità. Una repressione sanguinosa della rivolta ha avuto luogo ancora

una volta anche a dispetto della rapida successione degli eventi. Questo è il motivo per il quale considerare i *social network* come l'unico fattore di questa protesta è riduttivo. Al tempo stesso, è importante riconoscere il ruolo significativo che hanno giocato nella diffusione delle notizie e nella mobilitazione popolare. La rivoluzione tunisina è perciò sia opera di dimostranti provenienti da città marginalizzate e dai dintorni che hanno affrontato la polizia sia di giovani utilizzatori dei *social media* che hanno sfidato la censura in Internet, unendosi ai contestatori e portando avanti la loro causa in tutto il mondo. Durante questa rivolta popolare i Tunisini hanno cambiato il loro modo di usare i *social media* che sono diventati strumenti di attivismo politico.

Parole chiave: Cyberattivismo; Cyber-rivoluzione; Rivoluzione dei *social media*; Libertà di parola *on line*; Censura in Internet

NABIHA JERAD
University of Tunis
nabiha.jerad@gmail.com

The Tunisian revolution: from slogans for democracy to language as power.

This article proposes that the Arab revolution is first and foremost a speech event. Drawing on the case of Tunisia where the revolution began, it examines the slogans of the revolution calling for "liberty" and "dignity" and other words that made History. Then, the article considers some semantic questions related to the Islamist/secularist dichotomy that has taken center stage since the revolution in the political debate for elections and where words became cultural stakes. And finally, it explores the emergence of the issue of the maternal language, colloquial Arabic as a political action challenging transition towards democracy that moves against the use of classical Arabic, as it excludes many Tunisians in Tunisia and more particularly in the diaspora.

Keywords: Slogans; Islamist; Secularization; Diglossia; Discourse analysis; Sociolinguistics

La rivoluzione tunisina: dagli slogan per la democrazia alle sfide della lingua.

Questo contributo analizza la rivoluzione araba in quanto evento linguistico. Esso si concentra sull'esempio tunisino, poi imitato nel resto della regione, per studiarne in primo luogo il potere di mobilitazione di slogan semplici e pragmatici che hanno espresso rivendicazioni politiche di *libertà* e di *dignità* e che hanno avuto risonanza in tutta la regione araba. Queste parole e le altre, che hanno raccontato e fatto la Storia, sono analizzate come

atti linguistici che hanno abbattuto la dittatura, mentre reclamavano con urgenza l'accesso alla democrazia. Il contributo analizza anche alcuni problemi semantici posti dai termini del dibattito politico in vista delle elezioni della Costituente e di cui la dicotomia «islamisti/laici-modernisti» è stata interpretata come una posta fondamentale della società. Infine, si riflette sul problema della lingua madre che ignora questo vocabolario politico, e che costituisce la prima sfida della democrazia in un caso come quello dell'arabo in cui la lingua ufficiale, *fusha*, esclude una buona parte dei Tunisini di Tunisia e della diaspora, rappresentati per la prima volta nella Tunisia della seconda repubblica.

Parole chiave: Slogans; Islamista; Secolarizzazione; Diglossia; Analisi del discorso; Sociolinguistica.

EMIR BEN AYED
emirbenayed@yahoo.fr

Struggles for freedom and dignity. A post-revolutionary account of a Tunisian photographer.

The text and the photos are a a posteriori subjective testimony of the author on the Tunisian revolution and its development, its causes and its actors as well as its outcome almost a year after its release.

Keywords: Revolution; Freedom; Tunisian youth; Dignity; Honor

Lotte per la libertà e la dignità. Testimonianze post-rivoluzionarie di un fotografo tunisino.

Questo testo e le foto sono una testimonianza soggettiva *a posteriori* dell'autore sulla rivoluzione tunisina, sul suo svolgimento, sulle cause, sugli attori e sui suoi esiti a quasi un anno dal suo scoppio.

Parole chiave: Rivoluzione; Libertà; Gioventù tunisina; Dignità; Onore

HABIB SAIDI
Département d'histoire
Université Laval (Québec)
habib.saidi@hst.ulaval.ca

Itinerary of the sudden death of a dictatorship. Tourism anger, corrupt facades and tourist revolution

This article looks at tourism and its link with the Tunisian revolution, both before and after it began. Consequently, the author adopts both a backward and forward looking perspective. In the first half, tourism is examined as one of

the major contributing factors to this revolution, especially as an economic sector that has been more beneficial for some regions than others, with all the social inequalities that engenders. In the second half, tourism is examined from the perspective of its potential to ensure Tunisia's progress in two ways: via a revolution in its tourism infrastructures and cultural potential, and by way of incorporating its new revolutionary image into its tourism. Accordingly, the article will discuss the aspirations for renewal in Tunisian tourism, which are being expressed in post-revolutionary discourse and museum exhibits.

Keywords: Tourism; Revolution; Dictatorship; Social inequalities; Crises

Itinerario della morte improvvisa di una dittatura. La reazione del turismo e la rivoluzione turistica

Questo articolo analizza le ripercussioni che sul turismo ha avuto la rivoluzione tunisina, sia prima sia dopo il suo inizio. Per questo motivo l'autore adotta una duplice prospettiva che guarda sia al periodo precedente la rivoluzione che a quello seguente. Nella prima parte del lavoro il turismo è visto come uno dei fattori che maggiormente hanno contribuito alla rivoluzione, soprattutto in quanto settore economico che, malgrado i disequilibri sociali che esso genera, ha portato più benefici in alcune regioni che in altre. Nella seconda parte il turismo è esaminato a partire dalla prospettiva del potenziale che esso assicura al progresso tunisino, in due modi: sia attraverso una rivoluzione delle infrastrutture turistiche e del potenziale culturale; sia attraverso l'inclusione di questa nuova immagine rivoluzionaria della Tunisia nel turismo. Infine sono discusse le aspirazioni di rinnovamento nel turismo tunisino, espresse nel discorso post-rivoluzionario e nelle esposizioni museali.

Parole chiave: Turismo; Rivoluzione; Dittatura; Disuguaglianze sociali; Crisi

PAOLA GANDOLFI
Dipartimento di Lettere, Arti e Multimedialità
Facoltà di Scienze Umanistiche
Università di Bergamo
paola.gandolfi@unibg.it

Ethnographies and fieldworks in Maghreb and in Morocco: before and after the "revolutions"

The Arab "revolutions" make us question about the dynamics of change, even the most complex and hidden ones, which have been ongoing in several Arab countries of the Mediterranean. As a matter of fact, only few ethnographic researches have been able to partially observe them. Here, we will focus on Maghreb, where the ongoing changes que-

stion us about the contribution of social and human sciences to the different modalities of observing and carrying out fieldwork, as well as to the multiple ways of narrating the complex heterogeneity and even the ambiguity of the contemporary context.

We propose to focus our attention on the Moroccan case study and especially on the history of social sciences in the Moroccan educational contexts, with the aim of grasping the complex interrelations between the history of these sciences and some key issues such as the weight of ideologies, the linguistic issue, the instrumental use of Islam, the conception of society behind the educational choices. In other words, we would like to observe the eternal relationship between research and politics, contextualising it in a specific national case. Within a historical perspective of the ethnographic research carried in Morocco, we will try to analyse some of the most recent works concerning the youngsters, their ways of expressing themselves, their artistic productions, the impact of the new media on their re-elaboration of the norms and on their daily behaviour, the emergence of social and political requests in connection with the lack of fundamental rights. Nowadays, some young Moroccan and Maghrebi researchers have chosen to observe the most recent ongoing events in Morocco and in Maghreb from inside and for many of them the theatres of the uprisings and of the demonstrations have become their fieldworks. Within this framework, we ask questions such as: what is actually changing in the subjects and modalities of their research, while such a fundamental socio-political change is going on?

All these issues refresh and renovate the debate between research and politics and oblige us to investigate the mobile relationship - within the Mediterranean area - between ethnographies and their fields, especially in contemporary Maghreb.

Keywords: Morocco; Social Sciences; Ethnographic revolutions; Anthropological research; Politics

Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le "rivoluzioni"

Le "rivoluzioni" arabe ci interrogano a proposito delle dinamiche di cambiamento, anche quelle più sotterranee e complesse, in atto da anni nei paesi arabi del Mediterraneo e che solo certe ricerche etnografiche hanno saputo parzialmente osservare. Il nostro sguardo si focalizza sul Maghreb, dove i processi di trasformazione in corso ci sollecitano sull'apporto delle scienze sociali e umane in rapporto alle modalità di osservare e di svolgere lavori sul campo, ma anche di narrare la complessa eterogeneità e ambiguità della realtà contemporanea. La proposta è allora di concentrarci sul caso marocchino e di ripercorrere la storia delle scienze sociali nei contesti di formazione, per scoprirne le complesse interrelazioni con alcune questioni chiave quali quella linguistica, l'uso

strumentale dell'Islam, il peso delle ideologie, i progetti di società nascosti dietro alle scelte educative e i principali processi sociopolitici. Tutti segni tangibili dell'etero rapporto tra ricerca e politica, che si concretizzano in uno specifico contesto nazionale. Partendo da una prospettiva storica dell'evolversi delle ricerche etnografiche in Marocco, si intendono analizzare alcuni dei lavori più recenti inerenti i giovani, le loro modalità di esprimersi e le loro produzioni artistiche, l'impatto dei nuovi media sulla riformulazione delle norme e sui comportamenti quotidiani, l'evolversi di alcune domande sociali e politiche in relazione alla mancanza di diritti fondamentali. Oggi, rispetto agli eventi più recenti in atto in Marocco e in Maghreb molti ricercatori hanno scelto di osservarli "dall'interno", i teatri delle rivolte e delle manifestazioni sono diventati terreno dei loro lavori sul campo. Come cambiano gli oggetti e le modalità di indagare con un così importante cambiamento del contesto sociopolitico? Tali interrogativi rinnovano il dibattito tra ricerca e politica (tra ricerca e centri di formazione alla stessa), invitandoci ad indagare il nesso mobile – all'interno dell'area mediterranea – tra etnografie e terreni su cui esse si realizzano, nei singolari contesti maghrebini contemporanei in divenire.

Parole chiave: Marocco; Scienze sociali; Rivoluzioni etnografiche; Ricerca antropologica; Politica

JONI AASI
Al-Istiqlal University, Birzeit University
ghadiaasi@gmail.com

Israel face to the Arab Spring: The power of popular movements

The Arab spring, defined in terms of popular mobilization against authoritarianism, represents primo a domestic change with regional impacts or with strategic implications at the regional level that can be described very well by the "end of the reduced siege". The trend of radicalization goes behind the cleavage radical and moderate regimes; it raises the fear from the emergence of a Sunnite majority's regime with a hegemonic position in the region. We are in presence of strategic thought of "Sykes-Picot style" (the cleavage minority and majority regimes). In the second place the Arab spring indicates a mobilization against the non-representation of the interest of the majority of citizens in the political map. By attacking the large gap between the governed and the governing, the Arab spring is a regional event. The mobilization of popular movements in the Arabic world has offered a repertoire of collective actions to be imitated by Palestinians and Israelis. Here, the Arab spring and in ideological terms provides an opportunity for the Pax democratica. The movements of protest in Israel can contribute to the integration of Israel in the region out of its "state of siege". But for the realization of that,

changes have to be effectuated also at the level of political symbolism of the Arab-Israeli conflict reflected in "essentialist" approach to Israeli democracy.

Keywords: Arab spring; Popular movements; Radicalization; Reduced siege; Democratization; Political symbolism

Israele di fronte alla Primavera araba: la forza dei movimenti popolari

La primavera araba, definita in termini di mobilitazione popolare contro l'autoritarismo, rappresenta innanzitutto un cambiamento interno con impatti regionali o con implicazioni strategiche a livello regionale che può essere descritto in modo efficace dalla "fine dell'assedio ridotto". La tendenza alla radicalizzazione è conseguenza della scissione tra regimi radicali e moderati che solleva dal timore dell'insorgere di un regime a maggioranza sunnita, con una posizione egemone nella regione. Siamo in presenza di pensiero strategico alla "Sykes-Picot" (scissione tra regimi di maggioranza e di minoranza). In secondo luogo, la primavera araba indica una mobilitazione contro la mancata rappresentazione degli interessi della maggioranza dei cittadini nello scenario politico. Si tratta di un evento regionale nella misura in cui si oppone al grande divario tra governati e governanti. La mobilitazione dei movimenti popolari nel mondo arabo ha offerto agli Israeliani e ai Palestinesi un repertorio di azioni collettive da imitare. In questo contesto, la primavera araba offre, in termini ideologici, un'opportunità per la Pax democratica. I movimenti di protesta in Israele possono contribuire all'integrazione di Israele nella regione fuori dal suo "stato d'assedio". Ma per la realizzazione di questo obiettivo, i cambiamenti devono essere operati anche a livello del simbolismo politico del conflitto arabo-israeliano che si riflette nell'approccio "essenzialista" alla democrazia israeliana.

Parole chiave: Primavera araba; Movimenti popolari; Radicalizzazione; Assedio ridotto; Democratizzazione; Simbolismo politico